Projet de règlement grand-ducal

**concernant la coopération inter administrative de
l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et
de l'Administration des Douanes et Accises.**

Avis du Conseil d'Etat

(10 novembre 2009)

Par dépêche du 1^{er} juillet 2009, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a demandé l'avis du Conseil d'Etat au sujet du projet de règlement grand-ducal sous rubrique.

Au texte du projet de règlement grand-ducal proprement dit, élaboré par le ministre des finances, étaient joints un exposé des motifs et commentaire des articles ainsi que l'avis de la Commission nationale pour la protection des données.

Le projet de règlement tire sa base juridique de l'article 4 de la loi du 19 décembre 2008 ayant pour objet, entre autres, la coopération interadministrative entre l'Administration de l'enregistrement et des domaines et de l'Administration des douanes et accises.

*

Le Conseil d'Etat n'a pas d'observations spécifiques sur le libellé des articles du projet de règlement sous avis.

Le chapitre I organise l'accès direct à certains fichiers de données à caractère personnel. Le droit d'accès direct est limité aux finalités énoncées par le projet de règlement, en conformité avec la loi du 19 décembre 2008 précitée, le cercle des fonctionnaires habilités à accéder en direct à ces informations est circonscrit et une procédure informatisée de retracement des consultations est organisée.

Le chapitre II organise l'échange sur demande, en précisant la finalité de cet échange, et en désignant dans chacune des administrations un service central appelé à gérer cet échange sur demande.

Le chapitre III permet à chacune des administrations de communiquer à l'autre administration toutes les informations relatives à l'établissement correct des impôts et au recouvrement de ces impôts,

lorsqu'elles estiment qu'une telle communication est utile au respect des lois et règlements respectifs dont elles assurent l'exécution.

Le chapitre IV organise les contrôles simultanés ou en commun en définissant les procédures de fonctionnement de tels contrôles.

Le Conseil d'Etat note que l'avis de la Commission nationale pour la protection des données daté du 19 juin 2009 comporte une proposition de texte. Ce texte a été inséré au projet de règlement, de sorte que le projet apparaît donc conforme à la législation relative à la protection des données.

Le Conseil d'Etat n'a pas d'autres observations sur le projet de règlement sous rubrique, sauf qu'il doit être complété par la formule exécutoire usuelle à reprendre dans un article 7 final libellé comme suit:

« **Art. 7.** Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial. »

Ainsi délibéré en séance plénière, le 10 novembre 2009.

Le Secrétaire général,

s. Marc Besch

Le Président,

s. Alain Meyer